

L'actualité des règles d'urbanisme : veille juridique

Les premières applications de la réforme

OBJECTIFS

- Connaître les évolutions législatives et réglementaire
- Comprendre l'évolution la jurisprudence
- Mesurer les incidences de ces évolutions sur les pratiques professionnelles
- Cerner les projets de réformes

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- Échanges d'expériences et de pratiques avec les participants
- Cas pratiques

PUBLIC

Services urbanisme, aménagement, foncier, patrimoine, juridique des collectivités.

DATES :

PARIS > 2 JUILLET 2012
> 17 DÉCEMBRE 2012

DURÉE : 1 jour

TARIF : 585 euros HT

PROGRAMME

Loi Boutin du 25 mars 2009

- Le programme local de l'habitat imposé (décret d'application du 20 mars 2010)
- Mise en compatibilité du PLU
- De la nature de l'habitat à la dimension des logements
- L'extension de la préemption urbaine
- L'extension et densification comme exception de la planification locale
- Le projet urbain partenarial facultatif
- La dérogation légitimée pour les PMR
- L'encadrement des implantations de caravanes L 444-1

Loi de simplification et clarification du droit et allègement des procédures du 12 mai 2009

- Le sort du bâti démoli
- La compétence locale des reprises d'alignement
- Modification des directives territoriales d'aménagement
- La contribution réseaux assortissant l'autorisation

Urbanisme et Environnement : Grenelle 1

- Ajouts de nouveaux objectifs environnementaux renforcés
- Création d'une nouvelle obligation pour toute opération d'aménagement assortie d'une étude d'impact obligatoire
- La remise en cause de l'ABF
- Retour de l'assainissement dans le champ des autorisations
- Le régime spécifique des panneaux solaires (décret du 19.11.2009)

ET Grenelle 2 loi du 12 juillet 2010

- RGU et DTA
- SCOT renforcé
- Refonte du PLU, forme et fond, dont COS
- Extinction des ZPPAUP pour les AMVAP
- Harmonisation des enquêtes publiques

URBANISME OPERATIONNEL

- Loi du 28 mai 2010 sur les sociétés de développement local
- Les conventions d'aménagement : règles de passation : Décret du 20 juillet 2009

Préemption

- Loi du 3 juin 2010 sur le Grand Paris et réforme des préemptions en ZAD
- La refonte de la FISCALITE de l'URBANISME Articles L 331 et suivants nouvelle suite à loi de finances rectificative du 29/12/2010

Premières applications jurisprudentielles de la réforme et QPC

- L'application de la loi dans le temps par le Conseil d'Etat : l'exemple du recours des associations et QPC
- Les mentions de l'affichage et leurs conséquences
- Le champ de la notification du recours
- Les risques d'instruction et portée de l'avis ABF
- La notion d'intéressé au regard du signataire de l'autorisation
- Le champ de la fiscalité et le CU incomplet
- QPC : cession gratuite, transfert forcé de voies
- Les règles du recours gracieux